



# Protection des titres dans le domaine des hautes écoles en Suisse

Document de travail  
Troisième édition révisée

Juin 2024

# 1 Introduction

Le présent document est une mise à jour d'un document relatif à la protection des titres édité par le SER le 30 janvier 2006 (intitulé « Titelschutz Grundlagenpapier » et disponible uniquement en allemand) ainsi que de l'édition révisée du 30 août 2016 par le SEFRI . Au niveau fédéral, certaines réglementations ont été révisées. De plus, certains cantons ont adapté la protection des titres universitaires dans leurs réglementations cantonales (chap. 3).

## 2 Droit fédéral

La Confédération réglemente la protection des titres des hautes écoles à quatre niveaux:

- a) par la LEHE en tant que loi de coordination: elle renvoie au principe selon lequel les titres des hautes écoles sont protégés en vertu des bases légales applicables; cela signifie que la collectivité responsable de la haute école est aussi responsable de la protection des titres (voir chapitre 2.1.);
- b) en tant que collectivité responsable des deux EPF et des institutions fédérales du domaine des hautes écoles, la Confédération a édicté des dispositions dans ce domaine de la formation de niveau haute école afin de protéger les titres concernés (voir chapitre 2.2.);
- c) certains titres de niveau haute école sont protégés par le droit fédéral par des réglementations de professions (voir chapitre 2.3.);
- d) en outre, la Confédération sanctionne sous certaines conditions l'usage frauduleux de dénominations des professions et des titres (voir chapitre 2.4.).

En l'absence d'une réglementation nationale en la matière, les titres étrangers ayant été délivrés par des universités reconnues par l'Etat dans le cadre d'un programme d'études et de recherche ordinaire peuvent être portés sous la forme à laquelle les dispositions légales du pays de délivrance l'autorise en mentionnant, en outre, l'université ayant délivré le titre en question.<sup>1</sup>

### 2.1 Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)<sup>2</sup>

Art. 62 Protection des appellations et des titres

<sup>1</sup> (..)

<sup>2</sup> Les titres décernés aux diplômés des hautes écoles universitaires, des hautes écoles spécialisées, des hautes écoles pédagogiques et des autres institutions du domaine des hautes écoles soumises à la présente loi sont protégés en vertu des dispositions applicables.

La loi sur l'aide aux universités (LAU) et la loi sur les hautes écoles spécialisées (LHES) ont été remplacées le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par la LEHE. De ce fait, les titres des hautes écoles spécialisées (HES) ne sont plus protégés par le droit fédéral<sup>3</sup>. Tous les titres de niveau haute école sont désormais protégés conformément à la LEHE en vertu de leurs propres bases légales. Cela signifie que la protection des titres relève de la responsabilité des collectivités responsables. Pour les universités cantonales, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques, la protection des titres repose par conséquent sur le droit cantonal et intercantonal (voir détails au chapitre 3).

---

<sup>1</sup> Voir Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, conclue à Lisbonne le 11 avril 1997, signée par la Suisse le 24 mars 1998, entrée en vigueur pour la Suisse le 1<sup>er</sup> février 1999, RS 0.414.8; voir aussi Accords sur la reconnaissance réciproque: <http://www.swissuniversities.ch/fr/services/reconnaissance-swiss-enic/accords-sur-la-reconnaissance-reciproque/>.

<sup>2</sup> Loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles, RS 414.20.

<sup>3</sup> Voir le chapitre 3 et la référence qui y est faite aux titres dits de l'ancien droit.

## 2.2 La Confédération en tant que collectivité responsable des institutions du domaine des hautes écoles

En vertu de l'art. 63a Cst., la Confédération peut créer, reprendre ou gérer d'autres hautes écoles et d'autres institutions du domaine des hautes écoles et, par conséquent, édicter aussi des réglementations pour ses propres hautes écoles. Elle est donc aussi habilitée à édicter des dispositions en matière de protection des titres pour ses hautes écoles et ses institutions du domaine des hautes écoles.

### 2.2.1 Loi sur les EPF<sup>4</sup>

**Art. 38** Protection des titres décernés par les EPF

<sup>1</sup> Est puni de l'amende quiconque:

- a. se fait passer pour un enseignant d'une EPF sans avoir été nommé à cette fonction;
- b. porte un titre conféré par une EPF sans l'avoir obtenu;
- c. se sert d'un titre laissant accroire qu'il lui a été conféré par une EPF.

<sup>2</sup> La poursuite pénale est du ressort des cantons.

L'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) relèvent de la Confédération, art. 1, al. 2, de la loi sur les EPF.<sup>5</sup> Il s'agit toutefois d'institutions fédérales de droit public autonomes disposant d'une personnalité juridique propre et administrant leurs affaires de manière indépendante.<sup>6</sup> La compétence de réglementer incombe actuellement uniquement à la Confédération.

### 2.2.2 Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP)

**Art. 32<sup>7</sup>** Protection des titres délivrés par la HEFP

<sup>1</sup> Les titres délivrés par la HEFP sont protégés.

<sup>2</sup> Est puni d'une amende quiconque:

- a. se prévaut d'un titre HEFP sans que celui-ci lui ait été délivré;
- b. utilise un titre suggérant à tort que celui-ci a été délivré par la HEFP;
- c. se prétend professeur à la HEFP alors qu'il n'a pas été nommé à un tel poste.

<sup>3</sup> La poursuite pénale incombe aux cantons.

La HEFP est le centre de compétences fédéral qui contribue au développement de la pédagogie professionnelle et de la formation professionnelle en Suisse par son enseignement, ses activités de recherche et les prestations qu'elle fournit<sup>8</sup>.

Les titres de la HEFP sont expressément protégés à l'art. 32, al. 1 (loi sur la HEFP)

### 2.2.3 Haute école fédérale de sport de Macolin (HEFSM)<sup>9</sup>

**Art. 62** Filières d'études *bachelor* et *master*

<sup>1-2</sup> (..)

<sup>3</sup> Les lauréats peuvent porter les titres protégés suivants:

- a. «Bachelor of Science in Sports avec orientation en [désignation de l'orientation]»;
- b. Master of Science in Sports avec orientation en [désignation de l'orientation]».

<sup>4</sup> (..)

<sup>5</sup> Le titre de «maître de sport HES/maîtresse de sport HES» décerné précédemment reste protégé.

(..)

<sup>4</sup> Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF) RS 414.110.

<sup>5</sup> Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF) RS 414.110.

<sup>6</sup> Art. 5, al. 1 et 2, de la loi sur les EPF.

<sup>7</sup> Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la Haute école fédérale en formation professionnelle (Loi sur la HEFP), RS 412.106.

<sup>8</sup> Art. 2 de la loi sur la HEFP.

<sup>9</sup> Ordonnance du 23 mai 2002 sur l'encouragement du sport, RS 415.01.

(..)

L'HEFSM est un centre de formation national et fait partie de l'Office fédéral du sport (OFSP). Il propose des filières d'études *bachelor* et *master* dans le domaine du sport.

## 2.3 Réglementations des professions

Les réglementations des professions fixent les conditions pour l'exercice de certaines professions. En vertu de l'art. 95, al. 1, Cst., la Confédération peut légiférer sur l'exercice des activités économiques lucratives privées.<sup>10</sup> De telles réglementations peuvent par exemple protéger aussi des titres fédéraux qui garantissent la possibilité d'exercer une profession dans toute la Suisse (art. 95, al. 2, Cst.). En définitive, si les hautes écoles réglementent elles-mêmes leurs filières d'études, c'est en principe la Confédération qui fixe les conditions posées aux formations et aux formations postgrades et contrôle leur application dans le cadre de la réglementation de l'exercice de la profession. La Confédération fait donc usage de la compétence que lui confère la Constitution en protégeant des titres par le droit fédéral.

### 2.3.1 Loi fédérale sur les professions médicales universitaires (LPMéd)<sup>11</sup>

#### Art. 58

Est punie d'une amende toute personne:

- a. qui prétend être titulaire d'un diplôme ou d'un titre postgrade régi par la présente loi alors qu'elle ne l'a pas obtenu régulièrement;
- b. qui utilise une dénomination faisant croire à tort qu'elle a terminé une formation universitaire ou une formation postgrade régie par la présente loi.

### 2.3.2 Loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie (LPsy)<sup>12</sup>

#### Art. 45 Usurpation de titres et de dénominations

<sup>1</sup> Est punie d'une amende toute personne qui, dans ses documents professionnels, dans des annonces de quelque nature que ce soit ou dans tout autre document destiné à ses relations d'affaires usurpe un titre ou une dénomination comme suit:

- a. se dit psychologue ou utilise une autre dénomination faisant croire à tort qu'elle a obtenu un diplôme reconnu en vertu de la présente loi (art. 2 et 3);
- b. prétend être titulaire d'un titre postgrade fédéral ou d'un titre postgrade étranger reconnu régi par la présente loi alors qu'elle ne l'a pas obtenu régulièrement;
- c. utilise un titre ou une dénomination faisant croire à tort qu'elle a terminé une formation postgrade accréditée régie par la présente loi.

<sup>2</sup> La poursuite pénale incombe aux cantons.

## 2.4 Protection dans le droit de la concurrence et le droit pénal

### 2.4.1 LCD<sup>13</sup>

#### Art. 3 Méthodes déloyales de publicité et de vente et autres comportements illicites

<sup>1</sup> Agit de façon déloyale celui qui, notamment:

- a. (...)

<sup>10</sup> Constitution fédérale du 18 avril 1999 de la Confédération suisse, RS 101.

<sup>11</sup> Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd), RS 811.11.

<sup>12</sup> Loi fédérale du 18 mai 2011 sur les professions relevant du domaine de la psychologie (LPsy), RS 935.81.

<sup>13</sup> Loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale (LCD), RS 241.

- b. (...)
- c. porte ou utilise des titres ou des dénominations professionnelles inexacts, qui sont de nature à faire croire à des distinctions ou capacités particulières;
- d. ss (...)

**Art. 23** Concurrence déloyale

<sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement, se rend coupable de concurrence déloyale au sens des art. 3, 4, 4a, 5 ou 6 est, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

<sup>2</sup> Peut porter plainte celui qui a qualité pour intenter une action civile selon les art. 9 et 10.

La LCD ne protège pas les titres eux-mêmes, mais condamne leur utilisation abusive dans la concurrence économique. Le port abusif d'un titre n'est condamnable que dans la mesure où cela entrave ou fausse la concurrence et va ainsi à l'encontre du principe de bonne foi (art. 3, let. C ; art. 2 LCD). La protection contre l'indication de données inexacts ou induisant en erreur, également en matière d'usurpation de titres, est assurée par le biais de dispositions du droit pénal et civil (art. 23 LCD).

## 2.4.2 Code pénal <sup>14</sup>

**Art. 146** Escroquerie

<sup>1</sup> Celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime, aura astucieusement induit en erreur une personne par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais ou l'aura astucieusement confortée dans son erreur et aura de la sorte déterminé la victime à des actes préjudiciables à ses intérêts pécuniaires ou à ceux d'un tiers sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

<sup>2</sup> Si l'auteur fait métier de l'escroquerie, la peine sera une peine privative de liberté de dix ans au plus ou une peine pécuniaire de 90 jours-amende au moins.

**Art. 151** Atteinte astucieuse aux intérêts pécuniaires d'autrui

Celui qui, sans dessein d'enrichissement, aura astucieusement induit en erreur une personne par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais ou l'aura astucieusement confortée dans son erreur et l'aura ainsi déterminée à des actes préjudiciables à ses intérêts pécuniaires ou à ceux d'un tiers sera, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

**Art. 251** Faux dans les titres

<sup>1</sup> Celui qui, dans le dessein de porter atteinte aux intérêts pécuniaires ou aux droits d'autrui, ou de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, aura créé un titre faux, falsifié un titre, abusé de la signature ou de la marque à la main réelles d'autrui pour fabriquer un titre supposé, ou constaté ou fait constater faussement, dans un titre, un fait ayant une portée juridique, ou aura, pour tromper autrui, fait usage d'un tel titre, sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine.

<sup>2</sup> Dans les cas de très peu de gravité, le juge pourra prononcer une peine privative de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire.

L'abus de titre ne relève du droit pénal que si l'auteur fait preuve d'une énergie criminelle considérable dans l'infraction contre le patrimoine.

---

<sup>14</sup> Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP), RS 311.0.

## 3 Droit cantonal

Conformément à la volonté du législateur, les titres des hautes écoles sont protégés par les lois des collectivités responsables, c.-à-d. en règle générale par les cantons (voir détails au chapitre 2). La réglementation en matière de protection des titres des hautes écoles varie très fortement d'un canton à l'autre. Les titres sont protégés en partie par le droit pénal cantonal et en partie par des lois spéciales. Les dispositions cantonales en matière de protection des titres sont présentées ci-après : lorsqu'un canton compte plusieurs dispositions en la matière, celles qui relèvent du droit pénal cantonal sont présentées avant celles qui relèvent des dispositions spéciales propres à la formation et/ou des prescriptions établies par les institutions du domaine des hautes écoles.

Dans le domaine des hautes écoles spécialisées, les titres des diplômes de bachelor, de master ou de master postgrade reconnus par la Confédération restent protégés selon l'ancien droit, conformément à l'art. 78, al. 1, LAHE. Les titres des hautes écoles spécialisées obtenus selon l'ancien droit (avant la réforme de Bologne) sont eux aussi protégés.<sup>15</sup>

Certaines réglementations cantonales protègent de manière générale les « titres académiques ». Peuvent être considérés comme « titres académiques » des titres de base comme les licences ou les diplômes décernés selon l'ancien droit, et les diplômes bachelor, master et doctorat.<sup>16</sup> Les titres de formation continue, CAS, DAS et MAS/EMBA *ne sont pas des titres académiques*.

### 3.1 Droit cantonal

#### 3.1.1 Argovie<sup>17</sup>

##### § 1 Geltungsbereich

<sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Hochschulen gemäss diesem Gesetz sind universitäre Hochschulen und Fachhochschulen gemäss Bundesgesetzgebung sowie Lehrerbildungsinstitutionen, deren Abschlüsse gemäss interkantonaler Vereinbarung<sup>18</sup> in der Schweiz anerkannt sind. Als Hochschulen gelten weitere Bildungsinstitutionen, die gemäss Bundesgesetzgebung akkreditiert sind oder über eine Akkreditierung verfügen, die vom zuständigen schweizerischen Akkreditierungsorgan anerkannt ist.

##### § 7 Schutz der Bezeichnung; Grad- und Titelschutz

<sup>1</sup> Wer ohne Anerkennung oder Akkreditierung gemäss § 1 Abs. 2 als Bildungsanbieter für eine Institution oder Aktivität die Bezeichnung Universität, Universitätsinstitut, Fakultät, Hochschule, Fachhochschule oder eine gleichwertige Bezeichnung in deutscher oder in einer anderen Sprache verwendet, wird mit Busse bis Fr. 100'000.– bestraft.

<sup>2</sup> Wer ohne Anerkennung oder Akkreditierung gemäss § 1 Abs. 2 als Bildungsanbieter ein Lizentiat, einen Bachelor, einen Master, einen Doktor- oder Professorentitel verleiht, wird mit Busse bis Fr. 100'000.– bestraft.

<sup>3</sup> Wer ohne entsprechendes Abschlussdiplom einen in Absatz 2 genannten Grad oder Titel führt, wird auf Antrag mit Busse bis Fr. 10'000.– bestraft.

<sup>4</sup> Im Übrigen finden die Bestimmungen des Allgemeinen Teils des Schweizerischen Strafgesetzbuchs vom 21. Dezember 1937 Anwendung.

<sup>15</sup> Dispositions transitoires A et B dans l'annexe de l'ordonnance du 12 novembre 2014 relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE), RS **414.201**.

<sup>16</sup> Voir art. 3, let. b, de la loi fédérale du 20 juin 2014 sur la formation continue (LFCo).

<sup>17</sup> Gesetz über die Hochschul- und Innovationsförderung vom 3. Juli.2007 (Stand 1.1.2011), SAR 427.300.

<sup>18</sup> Interkantonale Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen vom 18. Februar 1993, SAR **400.700**.

### 3.1.2 Appenzell Rhodes-Extérieures

**Art. 27** Anmassung einer beruflichen Auszeichnung<sup>19</sup>

<sup>1</sup>Wer sich ohne Berechtigung als Inhaber eines akademischen Grades bezeichnet oder wer den akademischen Grad einer Anstalt führt, der dem gleich lautenden Grad einer schweizerischen staatlichen Hochschule offensichtlich nicht gleichwertig ist, wer ohne Berechtigung kundgibt, dass er ein Diplom über eine Ausbildung oder einen Fähigkeitsausweis erworben habe, wird mit Busse bestraft.

<sup>2</sup>Der Richter kann die Veröffentlichung des Urteils anordnen.

### 3.1.3 Appenzell Rhodes-Intérieures

Aucune réglementation

### 3.1.4 Bâle-Campagne

**§ 10** Unberechtigtes Führen eines akademischen Grades<sup>20</sup>

Wer sich ohne Berechtigung als Inhaber oder Inhaberin eines akademischen Grades bezeichnet, oder wer den akademischen Grad einer Anstalt führt, deren Grade als denen der schweizerischen staatlichen Hochschulen nicht gleichwertig zu bezeichnen sind, wird mit Busse bestraft.

### 3.1.5 Bâle-Ville

**§ 64** Akademische Grade und Diplome<sup>21</sup>

<sup>1</sup>Wer sich ohne Berechtigung als Inhaber eines akademischen Grades bezeichnet oder wer den akademischen Grad einer Anstalt führt, der dem gleichlautenden Grad einer schweizerischen staatlichen Hochschule offensichtlich nicht gleichwertig ist.

<sup>2</sup>Wer ohne Berechtigung öffentlich zu Erwerbzwecken kundgibt, dass er ein Diplom über eine Ausbildung oder eine Befähigung erworben habe.

### 3.1.6 Berne

**Art. 11** Usurpation d'un grade universitaire<sup>22</sup>

Quiconque aura porté sans droit un grade universitaire sera puni de l'amende.

#### Hautes écoles spécialisées

**Art. 61** Dispositions pénales<sup>23</sup>

Toute personne qui prétend être titulaire d'un titre, d'un diplôme, d'un certificat ou d'une autre attestation selon l'article 3 sans avoir réussi les examens requis sera punie d'une amende. Les dispositions pénales de la Confédération sont réservées.

#### Universités<sup>24</sup>

**Art. 4** Grades, titres, attestations

<sup>1-3</sup> (..)

<sup>4</sup> Elle retire un grade ou un titre à toute personne

*a* à qui ce titre a été conféré par erreur ou qui l'a acquis frauduleusement,

*b* qui a commis une infraction grave dans l'exercice de son activité scientifique.

<sup>19</sup> Gesetz über das kantonale Strafrecht vom 25.04.1982, **GS 311**.

<sup>20</sup> Gesetz über das kantonale Übertretungsstrafrecht (Übertretungsstrafgesetz, ÜStR), **SGR 241**.

<sup>21</sup> Übertretungsstrafgesetz vom 13. Februar 2019, **GS 253.100**.

<sup>22</sup> Loi du 9 avril 2009 sur le droit pénal cantonal (LDPén), **RSB 311.1**.

<sup>23</sup> Loi du 19 juin 2006 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB), **RSB 435.411**.

<sup>24</sup> Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni), **RSB 436.11**.

**Art. 78** Disposition pénale

Toute personne qui confère sans autorisation le titre d'université à une institution ou s'arrogé un titre relevant de l'article 4 est punie de l'amende.

**Hautes écoles pédagogiques**

**Art. 65** Disposition pénale<sup>25</sup>

Toute personne qui prétend être titulaire d'un diplôme, d'un certificat ou d'une attestation relevant de l'article 3 sans avoir réussi les examens requis sera punie de l'amende.

**3.1.7 Fribourg**

**Hautes écoles spécialisées**

**Art. 48** Titres<sup>26</sup>

<sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Les titres mentionnés à l'alinéa 1 sont protégés.

<sup>3</sup> Quiconque enfreint cette disposition est puni d'une amende, en vertu de la législation spéciale. Les dispositions du code pénal suisse sont réservées.

**Universités<sup>27</sup>**

**Art. 11a** Grades et titres universitaires

<sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les grades et les titres universitaires sont protégés par la présente loi.

**Art. 11b** Disposition pénale

<sup>1</sup> Est puni de l'amende celui qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.

<sup>2</sup> La poursuite et le jugement de ces contraventions ont lieu conformément au code de procédure pénale. Pour le surplus, les dispositions de la législation spéciale sont applicables.

<sup>3</sup> Les dispositions du code pénal suisse sont réservées.

**Hautes écoles pédagogiques<sup>28</sup>**

**Art. 27**

Protection des grades et titres

<sup>1</sup> Les grades et les titres de la HEP-PH FR sont protégés par la présente loi.

<sup>2</sup> Est punie de l'amende la personne qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.

<sup>3</sup> La poursuite et le jugement de ces contraventions ont lieu conformément au code de procédure pénale. Pour le surplus, les dispositions de la législation spéciale sont applicables.

<sup>4</sup> Les dispositions du code pénal suisse sont réservées.

**3.1.8 Genève**

Aucune réglementation

<sup>25</sup> Loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP), RSB **436.91**.

<sup>26</sup> Loi du 15 mai 2014 sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale//Fribourg (LHES-SO//FR), RSF **432.12.1**.

<sup>27</sup> Loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni), RSF **430.1**

<sup>28</sup> Loi du 21 mai 2015 sur la Haute Ecole pédagogique Fribourg (LHEPF), RSF 433.1.



### 3.1.9 Glaris

**Art. 8** Anmassen eines akademischen Titels<sup>29</sup>

<sup>1</sup> Wer unbefugt einen akademischen Titel führt, wird mit Busse bestraft.

### 3.1.10 Grisons<sup>30</sup>

Aucune réglementation

### 3.1.11 Jura

**Art. 14** Usurpation d'un grade universitaire<sup>31</sup>

Celui qui aura porté sans droit un grade universitaire sera puni de l'amende.

### 3.1.12 Lucerne

**§ 25** Unbefugte Berufsausübung und Titelanmassung<sup>32</sup>

Wer ohne die erforderliche Bewilligung einen Beruf ausübt, ein Gewerbe oder ein Handelsgeschäft betreibt oder die in der Bewilligung enthaltenen Befugnisse überschreitet, wer unberechtigt einen Titel oder eine Berufsbezeichnung (einen akademischen Titel, Diplom, Patent usw.) führt, um den Anschein besonderer Auszeichnungen oder Fähigkeiten zu erwecken, wird mit Busse bestraft.

#### Fachhochschulen

**Art. 37** Titelschutz<sup>33</sup>

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen.

#### Universität<sup>34</sup>

**§ 33** Titelschutz

<sup>1</sup> Die von der Universität Luzern verliehenen Titel sind geschützt. Ein unrechtmässig erworbener Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die strafrechtlichen Bestimmungen über die unbefugte Führung akademischer Titel.

#### Pädagogische Hochschule<sup>35</sup>

**§ 33** Titelschutz

1 Ein unrechtmässig erworbener Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

2 Vorbehalten bleiben strafrechtliche Vorschriften.

<sup>29</sup> Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Strafgesetzbuches im Kanton Glarus (Einführungsgesetz zum Schweizerischen Strafgesetzbuch; EG StGB) vom 02.05.1965, **GSIII E/1**.

<sup>30</sup> Révision de la loi en cours : un nouvel article 6a relatif à la « protection des appellations et des titres » entrera probablement en vigueur à partir du 1.1.2025 dans Gesetz über Hochschulen und Forschung (GHF) du 24 octobre 2012, **BR 427.200**.

<sup>31</sup> Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse, RSJ **311**.

<sup>32</sup> Übertretungsstrafgesetz vom 14. September 1976, **SRL Nr. 300**.

<sup>33</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, **SRL Nr. 520** (voir chap. 3.1.14/3.1.15/3.1.17/3.1.22/3.1.25).

<sup>34</sup> Gesetz über die universitäre Hochschulbildung (Universitätsgesetz, UniG) vom 17. Januar 2000, SRL Nr. 539.

<sup>35</sup> Gesetz über die Lehrerinnen- und Lehrerbildung und die Pädagogische Hochschule Luzern (PH-Gesetz) vom 10. Dezember 2012, SRL Nr. 515.

### 3.1.13 Neuchâtel

#### Art. 63 Usurpation de titre<sup>36</sup>

Quiconque s'attribuera une fausse qualité ou un titre ayant un caractère officiel auquel il n'a pas droit, sera puni de l'amende, si le fait n'est pas réprimé plus sévèrement par une autre disposition légale.

### 3.1.14 Nidwalden

#### Fachhochschulen

##### Art. 37 Titelschutz<sup>37</sup>

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen.

### 3.1.15 Obwald

#### Fachhochschulen

##### Art. 37 Titelschutz<sup>38</sup>

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen

### 3.1.16 Schaffhouse

#### Art. 7 Titelschutz<sup>39</sup>

<sup>1</sup> An einer kantonalen Hochschule erworbene Titel sind geschützt.

<sup>2</sup> Ein Titel, welcher auf unrechtmässige Weise erworben wurde, wird durch die Hochschule entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, um den Anschein besonderer Auszeichnungen oder Fähigkeiten zu erwecken, wird mit Busse bestraft.

<sup>4</sup> Vorbehalten bleibt eine Bestrafung nach den bundesrechtlichen Strafbestimmungen

### 3.1.17 Schwyz

#### § 25 Titelanmassung und unbefugte Berufsausübung<sup>40</sup>

Wer sich ohne Berechtigung als Inhaber eines akademischen Grades bezeichnet, oder wer den akademischen Grad einer Anstalt führt, deren Grade denen der schweizerischen Hochschulen nicht gleichwertig sind, wer ohne Berechtigung sich öffentlich als Inhaber eines Diploms über genossene Ausbildung oder besondere Befähigung ausgibt, wer ohne die erforderliche Bewilligung einen Beruf

<sup>36</sup> Code pénal neuchâtelois (CPN) du 20 novembre 1940, RSN 312.0.

<sup>37</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, 415.42 (voir chap. 3.1.12/3.1.15/3.1.17/3.1.22/3.1.25).

<sup>38</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, GDB 415.42 (voir chap. 3.1.12/3.1.14/3.1.17/3.1.22/3.1.25).

<sup>39</sup> Hochschulgesetz (HGSH) vom 2. Dezember 2019, 414.200.

<sup>40</sup> Gesetz über das kantonale Strafrecht (StrafG), vom 13. Januar 1972, SRZS 220.100.

ausübt, ein Gewerbe oder ein Handelsgeschäft betreibt oder die in der Bewilligung enthaltenen Befugnisse überschreitet, wird mit Busse bestraft.

### **Hochschulen**

#### **§ 8 Titelschutz<sup>41</sup>**

<sup>1</sup> An einer kantonalen oder kantonal anerkannten Hochschule erworbene Titel sind geschützt.

<sup>2</sup> Ein Titel, welcher auf unrechtmässige Weise erworben wurde, wird durch die Institution entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende Ausbildung abgeschlossen, wird gemäss den kantonalen Bestimmungen bestraft.

Vorbehalten bleibt eine Bestrafung nach den bundesrechtlichen Strafbestimmungen.

### **Fachhochschulen**

#### **Art. 37 Titelschutz<sup>42</sup>**

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen

### **3.1.18 Soleure**

Aucune réglementation

### **3.1.19 Saint-Gall<sup>43</sup>**

#### **Art. 8 Grundsatz**

<sup>1</sup> Titel sind geschützt, wenn sie erworben wurden an:

- a) der Universität St.Gallen;
- b) der Pädagogischen Hochschule St.Gallen;
- c) der Ost – Ostschweizer Fachhochschule;
- d) einer Hochschule, die über eine Betriebsbewilligung nach Art. 1 dieses Erlasses und allenfalls über eine Bewilligung für einen neuen Studiengang nach Art. 4 dieses Erlasses verfügt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässig erworbener Titel kann durch die Hochschule entzogen werden, die ihn verliehen hat. Der Rechtsschutz richtet sich nach den Bestimmungen der betreffenden Hochschule.

#### **Art. 9 Strafbestimmungen**

<sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Mit Busse bis Fr. 10'000.– wird bestraft, wer vorsätzlich oder fahrlässig:

- a) einen nach Art. 8 dieses Erlasses geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein;
- b) einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, sie oder er habe eine mit einem Titel nach Art. 8 dieses Erlasses verbundene Ausbildung abgeschlossen.

<sup>41</sup> Hochschulgesetz (HSG) vom 23. Mai 2012, [SRSZ 631.410](#)

<sup>42</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, **GS 631.120.1** (voir chap. 3.1.12/3.1.14/3.1.15/3.1.22/3.1.25).

<sup>43</sup> Gesetz über die privaten Hochschulen und den Titelschutz (GHT) vom 14. November 2023, GS 219.1.

### 3.1.20 Tessin

#### Art. 14a Protezione dei titoli<sup>44</sup>

<sup>1</sup>I titoli di grado universitario bachelor, master, licenza e dottorato conferiti da USI e SUPSI o da altre istituzioni di livello terziario con sede e/o operanti sul territorio cantonale che dispongono di accreditamento istituzionale secondo la legge federale sulla promozione e sul coordinamento del settore universitario svizzero del 30 settembre 2011 (LPSU) sono protetti.

<sup>2</sup>Il regolamento può definire altri titoli di studio soggetti a protezione.

<sup>3</sup>Con l'autorizzazione provvisoria del Consiglio di Stato alla denominazione le scuole possono conferire titoli di grado universitario.

<sup>4</sup>Se un istituto non accreditato conformemente alla LPSU con sede e/o operante sul territorio cantonale conferisce a proprio nome e/o per conto di terzi un titolo di studio protetto, i suoi responsabili sono punibili con una multa fino a 100'000 franchi; la negligenza è punibile fino a 50'000 franchi. L'azione penale compete al Ministero pubblico.

### 3.1.21 Thurgovie

#### § 5 Titelschutz<sup>45</sup>

<sup>1</sup>An einer staatlichen oder staatlich anerkannten Institution der tertiären Bildung erworbene Titel sind geschützt. Der Regierungsrat regelt die Einzelheiten.

- Schutzzumfang und Sanktionen wurden nach Auskunft des Kantons Thurgau durch den Regierungsrat bisher nicht vorgenommen. Allerdings besteht ein ausreichender Schutz der Titel durch die entsprechenden Angaben im Hochschulkonkordat (vgl. Kap. 3.2.1.).

### 3.1.22 Uri

#### Fachhochschulen

#### Art. 37 Titelschutz<sup>46</sup>

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen

### 3.1.23 Vaud

Aucune réglementation

### 3.1.24 Valais

#### Art. 27 Protection des titres universitaires<sup>47</sup>

<sup>1</sup>Le détenteur d'un titre décerné par une haute école universitaire est mis aubénéfice des droits et prérogatives qui lui sont liés.

<sup>2</sup>L'annulation d'un titre obtenu abusivement relève de la responsabilité del'institution qui l'a décerné.

<sup>3</sup>L'Etat peut prononcer des amendes allant jusqu'à 10 000 francs à l'encontrede celui :

<sup>44</sup> Legge sulle scuole universitarie (LSU) del 3 ottobre 1995, RS 421.200.

<sup>45</sup> Gesetz über die tertiäre Bildung (Tertiärbildungsgesetz) vom 24.10.2001, **RB414.2**.

<sup>46</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, **SR 10.2915** (voir chap. 3.1.12/3.1.14/3.1.15/3.1.17/3.1.25).

<sup>47</sup> Loi sur la formation et la recherche universitaires du 2 février 2001, **SGS 420.1** ; une révision totale des bases légales concernant le domaine des hautes écoles (y compris la protection des titres) est actuellement en cours.

- a) qui utilise, sans l'autorisation du Département compétent ou du Conseil d'Etat pour un établissement ou une activité, l'appellation "universitaire", "institut universitaire", "faculté", "haute école" ou toute autre appellation académique usuelle,
- b) qui délivre des titres ou grades académiques sans autorisation du Département ou du Conseil d'Etat,
- c) qui porte un grade ou un titre académique sans droit.

### 3.1.25 Zoug

#### § 12 Titelanmassung, unbefugte Berufsausübung<sup>48</sup>

<sup>1</sup>Mit Busse wird bestraft, wer

- a) sich ohne Berechtigung als Inhaberin oder Inhaber eines akademischen Grades bezeichnet oder den akademischen Grad einer Anstalt führt, deren Grade den anerkannten schweizerischen Hochschulen nicht gleichwertig ist;
- b) sich ohne Berechtigung öffentlich als Inhaberin oder Inhaber eines Diploms über genossene Ausbildung oder Befähigung ausgibt;
- c) ohne die erforderliche Bewilligung einen Beruf ausübt, ein Gewerbe oder Handelsgeschäft betreibt oder die in der Bewilligung erhaltenen Befugnisse überschreitet.

#### Fachhochschulen

##### Art. 37 Titelschutz<sup>49</sup>

<sup>1</sup> Wer die Ausbildung an der Fachhochschule erfolgreich abschliesst, ist zum Führen des entsprechenden Titels berechtigt.

<sup>2</sup> Ein unrechtmässiger Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>3</sup> Wer einen durch diese Vereinbarung geschützten Titel führt, ohne dazu berechtigt zu sein, oder wer einen Titel verwendet, der den Eindruck erweckt, er habe eine entsprechende anerkannte Ausbildung abgeschlossen, wird mit Haft oder Busse bestraft. Fahrlässigkeit ist strafbar. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen.

### 3.1.26 Zurich

#### § 6. Missbrauch von akademischen Bezeichnungen und Titeln<sup>50</sup>

Mit Busse nicht unter Fr. 2000 wird bestraft, wer

- a. ohne Bewilligung der dafür zuständigen Direktion des Regierungsrates für eine Institution oder Aktivität die Bezeichnung Universität, Universitätsinstitut, Fakultät, Hochschule, Fachhochschule oder eine andere akademische Bezeichnung in deutscher oder in einer anderen Sprache verwendet,
- b. ohne Bewilligung der dafür zuständigen Direktion des Regierungsrates akademische Grade oder Titel verleiht,
- c. unbefugterweise einen akademischen Grad oder Titel führt.

#### Fachhochschulen

##### § 37 Titelentzug<sup>51</sup>

<sup>1</sup> Ein zu Unrecht verliehener Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>2</sup> Vorbehalten bleiben die strafrechtlichen Bestimmungen über die unbefugte Führung akademischer Titel.

#### Universitäten

##### § 47 Titelschutz<sup>52</sup>

<sup>1</sup> Ein unrechtmässig erworbener Titel wird durch die Instanz entzogen, die ihn verliehen hat.

<sup>48</sup> Übertretungsstrafgesetz (ÜStG) vom 23.05.2013, **BGS 312.1.**

<sup>49</sup> Zentralschweizer Fachhochschul-Vereinbarung vom 15. September 2011, **GS Nr. 520** (voir chap. 3.1.12/3.1.14/3.1.15/3.1.17/3.1.22).

<sup>50</sup> Straf- und Justizvollzugsgesetz (StJVg) vom 19. Juni 2006, **GS 331.**

<sup>51</sup> Fachhochschulgesetz (FaHG) vom 2. April 2007, **GS 414.10.**

<sup>52</sup> Universitätsgesetz (UniG) vom 15. März 1998, **GS 415.11.**

<sup>2</sup>Vorbehalten bleiben die strafrechtlichen Bestimmungen über die unbefugte Führung akademischer Titel.

## 3.2 Droit intercantonal

### 3.2.1 Concordat sur les hautes écoles<sup>53</sup>

**Art. 12** Protection des appellations et des titres

<sup>1</sup> (..)

<sup>2</sup>Toute personne qui porte un titre protégé par le droit cantonal ou intercantonal sans posséder le diplôme reconnu conférant ce titre ou qui se sert d'un titre laissant accroire qu'elle a obtenu un diplôme reconnu est punie de l'amende. La négligence est punissable. La poursuite pénale est du ressort des cantons.

En vertu du principe de territorialité dans le droit pénal, les dispositions pénales d'une loi cantonale sur les universités ne s'appliquent cependant pas si une personne usurpe un titre dans un autre canton que celui dans lequel le titre a été délivré. Dans la plupart des cantons, les titres académiques sont de ce fait également protégés par le droit pénal en matière de contraventions.<sup>54</sup>

Le concordat sur les hautes écoles prévoit expressément des dispositions pénales pour la protection des titres HES. L'application de ces dispositions suppose toutefois que les titres soient protégés par le droit cantonal ou intercantonal (voir art. 12, al. 2, du concordat). Le concordat sur les hautes écoles comble par conséquent une lacune importante en raison du principe de territorialité dans le droit pénal et veille à la protection des titres concernés partout en Suisse.

### 3.2.2 Hautes écoles pédagogiques<sup>55</sup>

**Art. 11** Dispositions pénales

Quiconque porte un titre protégé au sens de l'art. 8, al. 4, du présent accord sans être titulaire d'un diplôme de fin d'études reconnu, ou utilise un titre propre à donner l'impression qu'il détient un tel diplôme, est passible des arrêts ou de l'amende. La poursuite pénale incombe aux cantons.

Cette disposition intercantonale permet de protéger partout en Suisse les titres des diplômes des hautes écoles reconnus par la CDIP qui qualifient à la profession d'enseignant ou à une profession pédago-thérapeutique.

<sup>53</sup> Accord intercantonal du 20 juin 2013 sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles).

<sup>54</sup> Voir par ex. Bâle-Campagne (§10 Gesetz über das kantonale Übertretungsstrafrecht vom 21. April 2005, **GS 35.1082**); loi du 9 avril 2009 sur le droit pénal cantonal (LDPén), RS 311.1); Zürich (§6 Straf- und Justizvollzugsgesetz, StJVg, vom 19. Juni 2006, **GS 331**).

<sup>55</sup> Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).